

Le management responsable face à une globalisation irresponsable

Le management responsable du XXI^e siècle est un thème de recherche et d'enseignements aujourd'hui largement proposé dans les « business schools » et de départements universitaires spécialisés en économie ou gestion. Il compte, en effet, parmi les préoccupations qu'affichent nombre d'acteurs économiques pour des pratiques professionnelles plus éthiques et écologiques. Dans cette perspective, des rapports plus humains avec les salariés, de nouveaux modèles de gouvernance, la gestion du temps et des espaces de partage, l'organisation d'équipes multiculturelles avec de nouvelles compétences qui dépassent la maîtrise de la finance et du marketing, entre autres, nécessitent, de la part des organisations et des écoles de management, une vision systémique et interdisciplinaire de ce que le management responsable est en train de devenir dans les différents contextes du monde économique. À cette fin, il apparaît nécessaire de remettre en question les pratiques traditionnelles du management, les approches mécaniques et structurées de la pensée, les stratégies à court terme, les concepts sacro-saints de la Modernité que sont la performance, le profit économique, la productivité et la croissance. Il faut aussi encourager les différences culturelles, la prise d'initiative, dépasser les préjugés et les clichés linguistiques et culturels, tels ceux des dictons « time is money » (« le temps, c'est de l'argent ») ou « knowledge is power » (« savoir, c'est pouvoir »), considérer des indicateurs sociaux et de nouveaux indicateurs de richesses, comme le « Gross National Happiness » (indice du bonheur national brut) ou le « Bien-Être Économique Net¹ » (Zencey, 2009).

La connaissance et la mise en pratique de tous ces aspects, essentiels au bon fonctionnement des entreprises et des environnements responsables, ne suffisent pas,

1. L'économiste américain Eric Zencey (2009), après les dégâts immenses (82 milliards de dollars) générés en 2005 par le passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans, proposait ainsi de réfléchir aux limites du PIB qu'il qualifiait alors d'« indicateur extrêmement imprécis de la santé de l'économie ». Prenant l'exemple des zones marécageuses qui protégeaient autrefois la ville, il faisait remarquer que le « coût sociétal » (disparition de la protection contre les tempêtes et les inondations, du maintien de la fertilité des sols, de la pollinisation des plantes, etc.) engendré par leur éradication progressive pour cause de développement économique n'avait jamais été mesuré par le PIB ou par un autre indicateur. Rappelant qu'en 1934, l'économiste Simon Kuznets, avertissait le Congrès américain que « le bien-être d'un pays... ne pouvait être évalué à partir de la mesure de son revenu national », Zencey propose alors de mesurer le « bien-être économique net » selon le principe simple d'une comptabilité en deux parties (recettes/débits). La « colonne des recettes » intégrerait les biens non marchands comme l'entretien d'une maison, l'éducation des enfants, les services rendus par les écosystèmes (le « capital naturel » rapporterait 33 000 milliards de dollars par an) – tous éléments qui contribuent à l'amélioration de notre niveau de vie et notre bien-être économique. Dans la « colonne des débits », on trouverait des éléments comme la disparition des services rendus par les écosystèmes ou les fonds mobilisés pour la reconstruction après les catastrophes naturelles (on pourrait y ajouter les fonds rassemblés pour pallier les catastrophes économiques engendrées par des agents économiques et des États imprudents), in Eric Zencey, « GDPRIIP », *The New York Times*, August 9, 2009.

toutefois, à avoir une vision d'ensemble du management responsable et de sa raison d'être. Pourquoi « responsable » ? Le terme lui-même ne tend-il pas à mettre en avant son contraire, le management « irresponsable » ? Dans quelle mesure la notion de responsabilité constitue-t-elle une pratique des entreprises à l'égard des participants de la vie économique, dans l'émergence d'une globalisation prédatrice et déshumanisée ? Au début du troisième millénaire, le capitalisme de la fin du XX^e siècle a trouvé, dans la délocalisation et la sous-traitance, des éléments clés pour augmenter ses revenus, mais cela a suscité des crises sociales en Occident ainsi que des crises écologiques au niveau de la planète, le réchauffement climatique en étant l'un des aspects les plus connus. Les structures hiérarchisées des entreprises ont obligé les experts à essayer de comprendre les spécificités des civilisations pour mieux cerner les prises de décision des organisations. L'introduction, dans les enseignements de gestion, du *management interculturel*, a permis aux étudiants et aux managers d'établir des liens entre les pratiques culturelles et organisationnelles afin de comprendre les contraintes et les opportunités que certaines dimensions culturelles (Hofstede, 2001) pouvaient constituer pour le management responsable. Le fonctionnement bureaucratique de nombre d'entreprises empêche aussi l'évolution de modèles de gestion qui ne tiennent pas compte de la reconnaissance des travailleurs et de tout un ensemble de valeurs éthiques indispensables à la vie des entreprises.

Notre société numérique s'est tournée vers la vitesse et le court terme sans se rendre compte du danger de l'immédiateté. L'homogénéité du profil des managers, la plupart sortis des écoles de gestion et très peu des facultés d'humanités, d'arts et de sciences sociales, a configuré un management principalement orienté vers la performance financière, peu préoccupé de réflexion sur la logique qui en est à l'origine. La globalisation et la peur sont devenues des complices dans les organisations au sein d'une société « orwellienne », basée bien davantage sur le contrôle des individus que sur la confiance, avec l'aide d'une technologie d'espionnage de la vie privée (ref. *Facebook*) et de la vie publique, comme en témoigne, pour cette dernière, la surveillance des villes et des organisations par des milliers de caméras (voir le film *The End of Violence*, 1997, de Wim Wenders). L'effet pathologique de tout cela est une communication interne « malsaine » des entreprises, plus orientée vers le pilotage et la surveillance que vers le développement d'une vision d'ensemble partagée par la plupart des participants dans la vie des organisations. Les « arbres de connaissances » (Authier & Lévy, 1992) des gestionnaires et des travailleurs des entreprises ont été réduits, par les organisations, aux outils managériaux et techniques, sans prise en considération des pratiques et des comportements des personnes. Le management responsable doit repenser tous ces éléments afin de créer des conditions de travail en harmonie avec la responsabilité sociale des entreprises. Cela demande de porter un regard critique sur les failles et les irresponsabilités des organisations avant d'aborder les défis du management responsable dans sa configuration et dans ses pratiques.

Plusieurs ouvrages en langue française ont traité le sujet du management responsable, mettant en avant les fondements théoriques d'un management durable, fondé sur la responsabilité, la confiance, les prises de décisions et l'innovation (Yves Michaud, *Qu'est-ce que le management responsable ?*, 2013). Le management de proximité est aussi un aspect pertinent pour ce type de gestion (Alain Manoukian, *Être un manager responsable*, 2011), ainsi que la remise en valeur des principes fondamentaux du développement durable

(Bayle & Chappelet, *Sport & RSE: Vers un management responsable ?*, 2011). En revanche, peu d'ouvrages ont tout d'abord mis l'accent sur le management irresponsable dans le contexte de notre société globalisée. Tel est l'objectif de la première partie de ce travail. Sans parler des actes irresponsables, voire criminels, des organisations, on ne peut pas traiter le sujet du management responsable dans sa totalité. Pour que les managers et les étudiants en gestion puissent comprendre l'ensemble des enjeux et les répercussions des pratiques des dirigeants, il semble indispensable, dans un premier temps, d'établir un diagnostic du monde économique et des individus qui le configurent, en révélant les injustices économiques et les abus des gestionnaires dans les organisations. Ce constat, une fois dressé, permet une vision systémique et engagée de ce que le management responsable doit faire et comment il doit le faire. Toutes ces dimensions seront évoquées dans notre ouvrage.

La complexité des phénomènes présents au sein de la vie économique et des entreprises demande aujourd'hui, de la part des dirigeants et des responsables des institutions en rapport avec le monde des affaires, davantage d'interactions et une vision globale des problèmes, qui vont au-delà du profit purement matériel. Une économie du « bien-être » est en train de déplacer l'économie traditionnelle de production de matières vers la configuration de nouvelles formes de vie, en rapport avec la qualité et le « sens de vie » que nos activités humaines peuvent donner à notre environnement. La logique cartésienne et la production fordienne sont aujourd'hui obsolètes dans une économie de services qui demande, de la part des acteurs économiques, une relation entre tous les participants (travailleurs, fournisseurs, clients, etc.) plus étroite, plus authentique. Les relations internes et externes des entreprises doivent s'adapter à ce nouveau modèle « cybernétique » d'interdépendance, fondamental dans cette typologie systémique de la nouvelle économie. Les rapports avec les éléments matériels (machines, technologies, locaux, matières premières) et immatériels (brevets, informations, connaissances, savoirs) doivent être en harmonie avec un développement durable qui demande des managers un engagement plus humain envers l'environnement. Les entreprises sont des systèmes ouverts et diversifiés. S'opposant au fordisme rigide et statique du XX^e siècle, les nouveaux acteurs économiques essaient de s'éloigner de la standardisation pour se différencier (l'exemple d'entreprises comme *Nike* dans la personnalisation des chaussures en atteste). C'est ainsi que la formation des managers au troisième millénaire demande des enseignants un effort d'adaptation aux changements des habitudes et des techniques auparavant sacro-saintes dans l'apprentissage de modèles de gestion. La responsabilité des managers est aussi celle des éducateurs, plus éloignés du « formatage » et de la « pensée unique » en gestion.

La première partie de ce travail, intitulée « **Mondiologie** » en hommage à l'écrivain argentin Ernesto Sabato et à Edgar Morin, est divisée en huit chapitres de différente taille. Les chapitres courts sont une transition vers d'autres, plus complexes et plus ambitieux dans leur proposition. Cette partie, écrite par Bernard Sionneau, porte un regard critique interdisciplinaire très engagé et propose l'éclairage de la sociologie politique interne et externe (Relations Internationales) pour « dire » les Pouvoirs à l'œuvre derrière les fractures sociétales issues de la globalisation. La « pensée réseau » demande une approche très différente, non seulement des outils méthodologiques, mais aussi de la façon de

poser des questions et de défendre ses arguments. La démarche de cet ouvrage est de revendiquer le droit à « subjectiviser » la pensée, à s'éloigner du cartésianisme encore dominant dans nos institutions éducatives, à lancer des pistes inédites, voire provocatrices, aux étudiants et aux lecteurs, afin d'ouvrir le débat à la différence de points de vue, à la diversité idéologique, à l'intersubjectivité, à la complexité et à la contradiction. La « pensée-réseau » implique une démultiplication des perspectives, des controverses, des interrogations. Les « oracles éclairés » dans l'enseignement laissent la place aux ateliers et aux thérapies de groupe, aux vues entrecroisées et aux opinions divergentes. Le personnel se mélange avec le scientifique, produisant une écriture hybride, qui remet en question les manuels traditionnels, destinés aux étudiants, de qui on attend habituellement qu'ils en répètent fidèlement le contenu lors des examens écrits. La démarche de cette partie de l'ouvrage est en rupture par rapport à l'approche essentiellement objective suivie par les publications universitaires. L'engagement personnel dans une pensée critique honnête requiert de l'auteur une prise de risque, car il demande aux lecteurs, et aux étudiants, le droit et l'effort de ne pas partager ses analyses, de chercher leur voie, leurs réponses, leurs points de vue.

L'approche pédagogique de ce travail est en partie ancrée dans une tradition précartésienne, celle de la maïeutique de Socrate. Elle pose des questions pour que le lecteur puisse participer à la production de connaissances et de réflexions qui suscite de nouvelles idées, en récupère d'anciennes, cherche en arrière pour mieux comprendre le présent et anticiper l'avenir. L'écrivain, de même que l'enseignant, à l'instar de ce qui se produit dans la tradition orientale, devient un « médium », un outil au service d'une pensée universelle, évoquant une approche néoplatonicienne, elle-même très présente dans la pensée juive du Moyen Âge chez le philosophe de Cordoue, Maïmonide, dans *Le Guide des égarés* (1190). L'esprit systémique et profondément écologique de sa démarche a aussi marqué la pensée chrétienne à partir de Thomas d'Aquin. L'ésotérisme de sa pensée anticipe les « quadrants » de Ken Wilber, maître de la pensée intégrale de ces dernières décennies. Celui-ci se situe dans les fondements du développement durable, traité en profondeur par des auteurs comme Andrew Dobson (*Green Political Thought*, 1995) et Paul Hawken, (*The Ecology of Commerce*, 1993). La proposition intellectuelle de ce travail est de s'éloigner d'un humanisme purement cartésien et logique de la pensée pour l'élargir vers d'autres humanismes plus émotionnels, présents dans d'autres cultures. L'eurocentrisme logocentrique qui domine encore la production intellectuelle en France est l'un des aspects résolument rejetés par une « Mondilogie » plus dialogique et interculturelle. L'objectif est de récupérer la conscience collective des artistes et des écrivains engagés, porteurs de cet esprit de rejet qui est présent dans les civilisations tout au long de l'histoire, comme en témoigne l'esprit des brahmanes, des moines bouddhistes, des griots maliens, de poètes engagés latino-américains, des prêtres égyptiens, des sorcières et des marabouts africains, des shamans précolombiens, des théosophes et des yogis indiens, des prophétesses chrétiennes, des curés révolutionnaires, pour ne prendre que quelques exemples.

Le chapitre 1, « Fondements épistémologiques d'une démarche "mondilogique" » établit les bases de la première partie. Il est une introduction aux différents éléments mis en avant par la suite. Le propos de cette première partie est de réaliser un diagnostic

global de notre monde. Les intitulés des chapitres qui suivent orientent le lecteur vers la « Mondialogie » et l'étude du *Pouvoir* et des *Pouvoirs*, des institutions et des élites, ainsi que des *contre-pouvoirs*. La philosophie politique, la sociologie politique et les relations internationales sont les apports majeurs à la formation des « mondiologues » mise en avant dans toute la première partie. Les enseignements classiques en économie, gestion ou finance, dans leur clôture à l'apport de disciplines qui leur sont extérieures, ne suffisent pas pour comprendre ce qui se passe dans le monde. L'approche systémique de la partie souligne l'interdépendance « cybernétique » de tous les éléments considérés pour articuler ce travail dans l'ensemble du « système international » (concret, hétérogène et dépourvu de mode de régulation adéquat). Pour analyser la mondialisation, ce chapitre fait référence aux réflexions de Marcel Merle, Michel Beaud, François Chesnais, Ollivier Dollfus, Marie-Françoise Durand, Jacques Lévy, Denis Retaillé, Zaki Laïdi, Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, ainsi qu'aux travaux de Bernard Sionneau.

Le chapitre 2, « Catastrophes écologiques », l'un des plus courts, fait référence aux manifestations de la crise écologique actuelle, telles que la pollution atmosphérique et la formation d'ozone troposphérique due aux révolutions industrielles depuis 1750, le réchauffement climatique, l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il met l'accent sur les conséquences sociétales et biologiques difficiles à gérer, comme le problème des « réfugiés climatiques », l'acidification des océans, la surexploitation industrielle des ressources naturelles, l'existence d'une « soupe de plastique » dans les océans, la pollution des sols et des sous-sols et le risque majeur de santé publique que cela représente pour plus de 200 millions de personnes dans le monde. La plupart des gouvernements de la planète (environ 195 États) se sont finalement mis d'accord lors de la COP21, la conférence sur le climat qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015, pour tenter de contenir d'ici 2100 le réchauffement de la planète sous le seuil des 2 °C par rapport à l'époque préindustrielle, et ainsi réduire les risques et les impacts du changement climatique produit par l'émission de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, CO₂, 76 % ; méthane, 16 % ; protoxyde d'azote, 6 % ; gaz fluorés, 2 %)¹. En l'absence d'engagement de la part des pays, la hausse globale des températures atteindra à la fin du XXI^e siècle de 3,7 à 4,8 °C par rapport à la période allant de 1850 à 1900. Pour réduire les émissions, il faudra de gros investissements économiques et des changements de comportement aussi bien de la part des entreprises que de celle des consommateurs².

Le chapitre 3, « États fragiles : violence et barbarie au quotidien », fait référence aux difficultés rencontrées par les gouvernements de nombre de pays dans l'exercice légitime de leur souveraineté territoriale et aux origines de cette dynamique, ainsi qu'à ses répercussions sociétales. Pour cela, il faut tenir compte des données de la Banque Mondiale sur les formes de violence extrême que subissent plus de deux milliards d'habitants, originaires d'« États fragiles ». Outre la barbarie djihadiste, dénoncée par la plupart

1. Les énergies fossiles sont les responsables de 78 % des émissions entre 1970 et 2010, dans les secteurs de la production d'énergie (35 %), l'agriculture et la forêt (24 %), l'industrie (21 %), les transports (14 %) et le bâtiment (6 %). Les principaux pays pollueurs sont la Chine (24 %), les États-Unis (15,5 %), l'Union européenne (11 %), l'Inde (6,5 %) et la Russie (5 %), in CDP Report, October 2015, <https://www.cdp.net/en/research/global-reports/global-climate-change-report-2015>.

2. Paris 2015, COP21-CMP11, <http://www.cop21.gouv.fr/les-principaux-chiffres-du-rechauffement-climatique/>.

des médias occidentaux, d'autres barbaries marquent la vie quotidienne des citoyens du monde, causées par les entreprises occidentales avec leurs produits « culturels » et leurs marques globales (référence à www.interbrand.com). Ces barbaries, issues en partie des colonialismes du XIX^e siècle, s'expliquent par la production intellectuelle de l'ignorance dans la culture globale. La Modernité décadente, incapable de saisir la complexité du monde, ne fait que banaliser le sexe et la violence à travers les médias de communication (l'internet) et les industries culturelles de consommation (l'audiovisuel). L'exception culturelle devient ainsi un outil de résistance, pour les États dissidents, au contrôle absolu des marchés. Dans une criminalité organisée à très grande échelle au XX^e siècle, le début du troisième millénaire est témoin de milliers de morts anonymes, issus des conflits et des vagues de migrations générées par les guerres locales et la pauvreté. Il est témoin aussi de la situation de millions de « sans-papiers » œuvrant dans les ateliers de travail clandestin des grandes métropoles de la planète, dans les centaines de « FEZ » (*Free Economic Zones*) du monde et même dans les prisons, nouvelle tendance dans la production de biens et services pour les grandes multinationales. Face à cette « prostitution industrielle » d'hommes et de femmes au service d'une économie criminelle, les États ont été incapables de réagir et de faire face à une éthique du « diable », celle du néolibéralisme. D'autre part, le trafic de femmes est aussi la conséquence de la misère de leurs familles. Elles deviennent avec leur corps le support économique de leur clan.

Ce chapitre censure ainsi la violence et la barbarie comme étant des traits de « civilisation » dans un monde globalisé aux mains des élites politiques et économiques. Les exemples sont si nombreux autour de la planète qu'ils finissent par se banaliser avant de passer à la trappe de l'histoire. C'est ainsi le cas des « diamants de sang » au Liberia et en Sierra Leone, ou encore de la guerre civile déclenchée dans l'État mexicain du Chiapas par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) en 1994, juste au moment de l'entrée en vigueur du NAFTA (*North American Free Trade Agreement*) ou ALENA, traité de libre-échange entre les États Unis, le Mexique et le Canada.

Le chapitre 4, « Stratégie de la ceinture verte : stratégie du K.O. (chaos) », le plus court de la première partie et qui sert de transition vers les chapitres suivants, commence son analyse de la situation mondiale à partir de « la guerre contre le terrorisme » déclenchée par les États-Unis après les attentats islamistes commis sur le sol américain le 11 septembre 2001. Ce chapitre fait référence à la violence salafiste qui se nourrit de la misère humaine, produit d'une globalisation sans visages. Une petite partie de la jeunesse globale oubliée et en manque de repères, incapable de s'identifier avec le terrorisme culturel anglo-américain, présent dans les marques globales et dans l'audiovisuel, répond à cette violence iconique par une rage irrationnelle de dissidence à l'Occident, tournant son regard sur la refondation d'un islam très marqué par le wahhabisme saoudien. Dans cette « stratégie de la ceinture verte », l'Arabie saoudite, double moral des États-Unis, fait que les alliés de la veille sont en passe de devenir les ennemis de demain¹.

1. En Amérique Latine, l'Opération Condor l'a bien montré au milieu des années 1970. Une campagne de lutte anti-guérilla d'assassinats des dirigeants de la gauche latino-américaine (Tupamaros en Uruguay, Montoneros en Argentine, Mouvement de la gauche révolutionnaire au Chili, etc.) sera organisée par les services secrets du Chili, du Brésil, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay, pays de dictatures militaires, avec le support tacite des États-Unis et la supervision du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger.

Le chapitre 5, « États mafieux : de l'URSS à la Fédération de Russie », est aussi un chapitre court qui essaie de montrer comment un système politique et une économie, très tôt mis au service des intérêts d'apparatchiks et d'une Nomenklatura, ont fait de la pénurie quotidienne, de l'arbitraire et de la violence, autant de moyens de contrôle d'une population dans une société de surveillance déjà annoncée, il y a plus de soixante ans, par George Orwell dans *1984*. L'État policier et armé est une autre version de cette société digitale, créée à la fin des années 1960 par l'Armée américaine et mise au service des équipes de recherche des universités américaines sous le nom de Arpanet, réseau précurseur de l'internet dans les années 1980, outil de surveillance mondial qui va définitivement limiter les libertés individuelles jusqu'à la suppression quasi totale de la vie privée, ainsi que l'a montré Facebook. Tous les citoyens du monde, devenus des consommateurs addictifs d'images, vont se transformer en « Big Brothers » capables de surveiller la vie des autres, mais aussi, paradoxalement, heureux de partager leur jardin secret avec eux. Les révélations d'Edward Snowden, à partir du 6 juin 2013, ont confirmé la surveillance mondiale de l'internet et des technologies digitales (smart phones) au service des États et pour les stratégies des entreprises informatiques américaines qui seront les premières à franchir la barrière du privé, surveillant les internautes à l'aide de programmes très sophistiqués, tel le PRISM, qui permettaient au FBI et à la NSA d'utiliser les portes d'entrée cachées dans des logiciels fabriqués à Silicon Valley, le Vatican technologique des quatre dernières décennies, et capables aussi d'accéder aux serveurs de Microsoft, Yahoo!, Google, Facebook et Apple, les nouveaux ambassadeurs de l'Empire américain dans le monde.

Pendant près d'un demi-siècle, les analyses du Soviet system produites par les grands médias occidentaux, trop souvent incomplètes, voire inexactes, outre leur surestimation de la « puissance » soviétique utile aux faucons américains, vont également participer, avec la diabolisation plus récente de Vladimir Poutine, à cette « fabrication du consentement » que Noam Chomsky anticipait dans son ouvrage il y a plus de vingt ans. En revanche, les responsables des entreprises technologiques américaines sont représentés par les mêmes moyens comme des héros et de grands entrepreneurs qui sauveront la planète, quand ce sont ces mêmes entreprises qui paient très peu d'impôts dans le monde, sont complètement insensibles à la santé ou aux conditions de vie de leurs clients/consommateurs. Le détournement des richesses immenses des territoires soviétisés pour le seul bénéfice d'une caste de privilégiés dont les familles vivront une existence presque totalement isolée du reste de la population, et l'entretien d'un gigantesque appareil militaro-industriel, nécessaire à la protection de leurs privilèges et à l'expansion de leurs ambitions, donnent l'impression d'être du déjà-vu si l'on pense à l'histoire du capitalisme mondial, à l'existence des paradis fiscaux sur toute la planète et à l'enrichissement progressif de cette nouvelle élite de managers, une « ploutocratie » qui représente 1 % de la population aux États-Unis et dans le reste du monde Occidental (voir le film de Michael Moore, *Capitalism, A Love Story*, 2009)¹.

1. Selon le Rapport sur la richesse mondiale (« Global Wealth Report ») de 2015, il existe dans le monde presque 100 000 millionnaires qui détiennent la plupart du PIB mondial à travers leurs entreprises et leurs capitaux. Selon un rapport de l'OCDE, publié en 2012, 0,6 % de la population mondiale (42 millions de personnes avec au moins un million de dollars) détient 40 % du PIB mondial. 95 % de la population mondiale n'a que 28 % du PIB de la planète. Et les inégalités sont en train d'augmenter entre les riches et le reste d'une population

Pendant que, dans le nouvel État russe, le monde du crime change ainsi dans la première moitié des années 1990 et qu'une nouvelle génération de criminels émerge et va mettre en coupe réglée les plus grandes villes du pays, les criminels du monde occidental sont habillés en jeans ou en cravate avec, pour seule arme, leur sourire, et une armée bien soudée de managers experts en marketing, pour faire passer le message de la responsabilité sociale pendant que le crime est commis (« green washing »)¹. En Russie, la plupart des « *oligarques* » ont atteint ce statut, non par la violence, mais en raison de leur appartenance à l'entourage immédiat des hommes forts du Kremlin. Qui sont-ils dans le pays de Dostoïevski? À l'origine, il s'agit d'un groupe d'une vingtaine de personnes, pour les plus riches et les plus influentes. Et aux États-Unis? Et dans le monde? Le classement de milliardaires, annoncé tous les ans par Forbes, peut nous donner une idée de qui sont les maîtres du monde et de quel contexte socio-culturel ils sont originaires: 1. Bill Gates (Microsoft); 2. Amancio Ortega (Zara); 3. Warren Buffet (Berkshire Hathaway); 4. Carlos Slim (Telecom); 5. Jeff Bezos (Amazon); 6. Mark Zuckerberg (Facebook); 7. Larry Ellison (Oracle); 8. Michael Bloomberg; 9. Charles and David Koch; 10. Liliane Bettencourt (L'Oréal), etc.

Le chapitre 6, « Économie de la prédation et de la déprédation », met en évidence un système qui se nourrit des autres pour alimenter son clan. Si, dans la nature, les prédateurs sont fondamentaux pour le maintien des équilibres écologiques, dans nos sociétés humaines ils deviennent des êtres néfastes pour l'intérêt général. Les « déprédateurs » sont des organismes nuisibles qui commettent des dégâts pour marquer leur territoire. Dans une perspective de développement durable, l'être humain est devenu un super-prédateur, hautement dangereux pour l'équilibre de la planète. On identifie souvent les prédateurs aux psychopathes et, plus concrètement, au comportement irresponsable des entreprises. Les symptômes clés de la psychopathie sont aujourd'hui des traits caractéristiques de l'environnement économique et de sa gestion des ressources humaines: insensible et superficiel, trompeur et manipulateur, peu d'émotions, manque d'empathie, de remords ou de culpabilité, égocentrisme, manque de responsabilité.

Joel Bakan, en 2003, publie *The Corporation: The Pathological Pursuit of Profit and Power*, un texte clé pour comprendre ce comportement psycho-pathologique des entreprises, traduit en français sous le titre « Les Multinationales, la recherche pathologique du profit et du pouvoir ». La même année, Jennifer Abbot et Mark Achbar (auteur en 1992 avec Peter Wintonick d'un documentaire classique pour la pensée critique, *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*) réalisent un film documentaire canadien, *The Corporation*, basé sur le livre. Le documentaire montre l'histoire des sociétés anonymes (« corporations ») de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. Conçues pour le bien des citoyens, elles ont évolué vers la recherche du profit économique sans comportement éthiquement responsable qui puisse justifier leurs actions. Elles développent la « pathologie du commerce » avec tous les traits des psychopathes. C'est ainsi que le capitalisme

heureuse, consommatrice de marques et de technologies « communicationnelles ». Aldous Huxley avait prévu cette humanité sans âme en 1932 dans *Le Meilleur des mondes*.

1. Le site globalexchange.org a élaboré en 2015 une liste des dix premiers criminels corporatifs, insensibles aux droits de l'homme ou à l'environnement: 1. Alpha Natural Resources; 2. Felda Global Ventures; 3. FIFA; 4. Gap Inc.; 5. Kock Industries; 6. McDonald's Corporation; 7. Nissin Foods Holdings CO.LTD; 8. The Ralph Lauren Corporation; 9. TransCanada; et 10. Vattenfall.